

Procès-verbal de séance du conseil municipal
Vendredi 22 juin 2012

Convocation du 15 juin 2012

Membres en exercice : 15

L'AN DEUX MILLE DOUZE LE 22 JUIN à 20 HEURES 30 MINUTES, le Conseil Municipal de SIGOYER, étant assemblée en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Maurice RICARD, Maire.

Etaient présents tous les membres en exercice, Mesdames et Messieurs :

RICARD Maurice, ALLAIN-LAUNAY Matthieu, DUGELAY Denis
FERNANDEZ Vincent, GARCIN André, MEUNIER Michel, MICHALINOFF Jacques, MODANESE Corine, PARA-AUBERT Monique, RAIZIN Stéphane,

Absents excusés représentés : GABANOU-PAUL Agnès représentée par RAIZIN Stéphane
GERBAUD Eric représenté par Matthieu ALLAIN LAUNAY
DUC Serge représenté par André GARCIN

Absents : COMTE Sandrine, CLEMENT Jean-Luc

Secrétaire de séance : Stéphane RAIZIN

Présents : 10 Votants : 10+3

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie, qui assure une prise de notes pour complément

Ordre du jour :

- Etude de faisabilité maison Lagarde, choix du prestataire
- Suite à donner aux lois du 14 mars 2012 (institution de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif) et du 20 mars 2012 (majoration, sous conditions, des droits à construire de 30%)
- Programme de réfection des voiries communales et rurales
- Mise à jour du tableau des effectifs (emplois à temps plein)
- Questions diverses
-

Le maire remercie les membres présents, puis il ouvre la séance en demandant l'approbation du dernier procès-verbal, adopté à l'unanimité.

Le Maire rappelle les précédentes réunions de commissions :

Réunion cantine :

Il a été décidé de faire appel à 3 prestataires de service (Les établissements Martin Esmieu, Auberge de Crigne et restaurant Muret), suivant un cahier des charges précis : "Prestation de confection et de livraison de repas pour enfants en liaison froide et chaude, sur le site de SIGOYER (place du village)"

Quantité environ 3000 repas/an, moyenne 23/jour

Produits en circuits courts, agriculture biologique ou raisonnée, prise en compte de la saisonnalité, traçabilité indispensable

Critères de sélection des offres : - Adéquation de l'offre avec le cahier des charges (60%)
(Capacité professionnelle et variété des menus, déterminantes)
- Prix (40%)

Les réponses seront remises le 6 juillet au plus tard, la décision sera prise le 10 juillet lors du prochain conseil.

Réunion du 23 mai, aménagement des Guérins :

La mise en conformité du grand téléski est trop onéreuse (environ 100 000€) et nécessite l'embauche d'un pisteur secouriste, la décision du démontage est proposée, Matthieu Allain Launay est en contact avec des prestataires pour l'enlèvement de la ferraille.

Le baby ski ne sera pas rallongé par un tapis : trop dangereux et très coûteux (1000€/m), trop de contraintes dans l'exploitation.

La barrière de la piste de Céüzette ne sera pas déplacée, mais aménagée avec une fermeture assurant l'accès des secours.

Enfin une réflexion est engagée sur la mise en place de toilettes sèches au col des Guérins.

Propositions acceptées à l'unanimité

▪ Etude faisabilité maison Lagarde :

Deux orientations sont possibles :

Options	Avantages	Inconvénients
Restructuration totale	Création de 4 logements dont 2 duplex Remise à neuf totale du bâtiment Familles pour l'école	Coût envir. 500 000€ HT Reloger les locataires du 1 ^{er} étage (logement T4 école, après complète réhabilitation) Créer 8 emplacements de stationnement sur la place ou dans le jardin? Dossier long à mettre en œuvre Financements ?? Pertes de loyers plus importantes
Restructuration par tranches : Création de 2 logements en RDC Plus tard, réhabiliter le logement du 1 ^{er} étage et les combles	Coût envir. 100 000€ HT Pas de relogement des locataires dans l'immédiat Moins de places de stationnement à prévoir (4) Perception des loyers du 1 ^{er} étage Dossier plus facile à mettre en œuvre Financements PAS 30% plafonné à 15 000€ Familles (pour l'école) plus rapidement installées	3 logements au lieu de 4 Vérifier la faisabilité technique du projet (étude des structures, dalle de l'étage en 2 ^{ème} tranche ?)

Le maire précise qu'il informera les locataires actuels des futures nuisances dues aux travaux.

Puis il présente les 3 propositions d'honoraires (HT) d'architecte, très différentes quant au contenu :

- ➔ Groupement CMH soit CASIEZ/MOTTE/HERLENT : 1200 € (avant projet sommaire)
- ➔ PROBATEP : 9400 € (étude plus complète dont structures)
- ➔ ATELIER 4 : 7060 € (étude plus complète)

- Autres projets :

Réfection du logement T4 de l'école (isolation, peintures, sols, sanitaires, aérations, étanchéité...), soit reprise totale du logement (dossier financement PAS/REGION, 30% plafonné à 15 000€), soit reprise d'entretien réalisée par les employés communaux de façon à relouer plus rapidement ; il est décidé de déposer un dossier PAS, le maire assurant que les travaux peuvent débiter sans les accords de financements, le récépissé de réception du dossier étant suffisant.

Création d'un garage pour la dameuse (cout de l'étude groupement CMH soit CASIEZ/MOTTE/HERLENT : 1050 €) et *extension du garage communal* (950 €)

Des précisions seront demandées, en particulier si les plans topographiques sont intégrés dans ces prestations, le conseil donne son accord de principe pour retenir le cabinet CMH pour les 3 dossiers.

- Accès sur le haut du village :

Le maire rappelle que, dans le cadre du PAS, il est possible d'acquérir du foncier pour créer une voie qui desservirait les parcelles du haut du village (propriétés Gillibert, Sabatier et Baille) et demande aux conseillers de réfléchir à la possibilité de récupérer cet investissement (acquisition et construction de la voie) sur les propriétaires bénéficiaires, calcul de la PVR ? Matthieu Allain Launay précise que ces calculs sont très complexes et doivent être réalisés par un bureau d'études qui tienne compte de toute la viabilisation (aussi les réseaux secs et humides).

La commune serait maître-d'ouvrage des équipements suivants :

- Achat du terrain
- Création de la structure de la voirie de desserte
- Viabilisation des terrains (eau, assainissement, pluvial, électricité, télécommunication)
- Mise en œuvre des revêtements et des aménagements

Il y a dans cette option de maîtrise d'ouvrage communale des intérêts réciproques entre les propriétaires privés et la commune :

- Disposer de financements publics permettant un meilleur rendement dans la vente des parcelles
- Récupération de la TVA par la collectivité augmentant le rendement foncier
- Mutualisation des marchés avec les marchés à bon de commande de la CCTB permettant de bénéficier de prix des revêtements plus intéressants.
- La commune accélère le rythme des ventes/constructions afin de maintenir son dynamisme.

Le maire demande la réunion d'un groupe de travail courant juillet, de façon à pouvoir ensuite rencontrer le propriétaire du terrain, M. Gillibert.

- **Loi de finances rectificative du 14 mars 2012, création de la PFAC (participation au financement de l'assainissement collectif)**

(en remplacement de la PRE (participation pour raccordement à l'égout), avec entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2012).

Actuellement, la PRE est de 2 500€ sur la commune, le maire propose de la remplacer par la PFAC pour les permis de construire déposés après le 1^{er} juillet 2012

Délibération :

Le Maire rappelle à l'assemblée :

- a) que l'article 30 de la loi n°2012-354 du 14 mars 2012 de finances rectificative, codifié à l'article L.1331-7 du Code de la santé publique a créé la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC), avec entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2012, en remplacement de la Participation pour Raccordement à l'Egout (PRE) qui est supprimée à compter de cette date
- b) que le montant de la PRE est actuellement de 2500,00 euros sur la commune

Il propose les dispositions suivantes.

Article 1^{er} : Participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC).

- 1.1 La PFAC est instituée sur la territoire de la commune de SIGOYER à compter du 1^{er} juillet 2012.
- 1.2 La PFAC est due par les propriétaires d'immeubles d'habitation dès lors que les eaux usées supplémentaires sont rejetées dans le réseau public de collecte, sauf si ces propriétaires sont redevables de la PRE au titre d'un permis de construire correspondant à une demande déposée avant le 1^{er} juillet 2012.
- 1.3 La PFAC est exigible à la date du raccordement de l'immeuble au réseau de collecte.
- 1.4 Le montant de la PFAC est fixé à 2500 euros par maison individuelle ou par logement.

Article 2 : Participation pour rejet d'eaux usées provenant d'usages assimilables à un usage domestique (PFAC 'assimilés domestiques').

- 2.1 La PFAC 'assimilés domestiques' est instituée sur la territoire de la commune de SIGOYER à compter du 1^{er} juillet 2012.
- 2.2 La PFAC 'assimilés domestiques' est due par les propriétaires d'immeubles et d'établissements qui produisent des eaux usées provenant d'usages assimilables à un usage domestique, lorsque ces propriétaires demandent à bénéficier du droit de raccordement au réseau public de collecte prévu par l'article L1331-7-1 du Code de la Santé Publique, sauf si ces propriétaires sont redevables de la PRE au titre d'un permis de construire correspondant à une demande déposée avant le 1^{er} juillet 2012.
- 2.3 La PFAC 'assimilés domestiques' est exigible à la date de réception par le service d'assainissement collectif de la demande mentionnée à l'article 2.2.
- 2.4 Le montant de la PFAC est fixé à 2500 euros par raccordement de ce type.

Article 3 : Période intermédiaire.

Les permis de construire et d'aménager correspondant à des dossiers de demande complets déposés avant le 1^{er} juillet 2012 sont soumis au régime de la Participation pour Raccordement à l'Egout (PRE) dans les conditions et selon les modalités fixées par la délibération du Conseil Municipal du 26 avril 2005.

Article 4 : Exécution.

Le Conseil autorise le Maire à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité
Accepte ces propositions

Monsieur le Maire propose au vote la modification des articles 13 et 14 du règlement de service de l'assainissement afin de mettre en cohérence ce document avec la délibération précédemment voté

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité
adopte les modifications du règlement

- **Loi du 20 mars 2012 relative à la majoration de 30% de droits à construire, promulguée le 21 mars 2012**

Son application serait immédiate pour des permis déposés avant le 1^{er} janvier 2016, dans les communes disposant d'un PLU.

Face au débat portant sur les effets pervers et les fortes difficultés d'application de cette loi, son abrogation, en cours de réflexion, devrait intervenir bientôt, le conseil municipal demande à reporter cet ordre du jour. Vincent Fernandez propose de le rappeler à notre députée.

- **FPIC (Fonds de Péréquation des ressources intercommunales et communales):**

Le principe du FPIC a été exposé lors du conseil précédent. Le maire attire de nouveau l'attention du conseil sur ce sujet, développé lors d'une réunion à la DGFIP, le 11 juin.

Le FPIC prélèvera et distribuera 150 millions d'euro en 2012, 360 millions en 2013 pour atteindre progressivement plus de 1 milliard d'euro en 2016 !

En 2012, au titre du FPIC, la commune sera taxée de 1172 € et la CCTB de 8000€. Compte tenu de cette progression envisagée, cela représenterait, en 2016, 7500€ pour la commune et 53000€ pour la CCTB.

Si cette disposition devait être confirmée (une clause de revoyure est prévue en octobre 2012) l'impact sur nos finances deviendrait excessivement significatif. Une lettre de protestation doit être adressée par la CCTB aux responsables politiques via l'AMF en particulier.

- **Programme 2012 de réfection des voiries:**

Retenu Voirie rurale : estimatif HT 28 068 €,

Intitulé	Cout HT(€)	TTC	Longueur (m)
CR 18 les bonnets	8 493	10 158	150
CR1 les dômes	6557	7 842	120
CR6 les rois	2962	3 543	100
CR4a serre Lagarde	10056	12 027	480

Retenu Voirie communale : estimatif HT 20 168 E,

Intitulé	Cout (€)	TTC	Longueur (m)
VC8 pont des roses	4731	5 658	150
VC 19 cimetière	4655	5 567	100
VC 4 pont de Maza	3863	4 620	200 revêtement bi couche
VC 8 Bonnets Banarde	3919	4 687	120
Pont du Villard VC4	3000	3 588	Revêtement bi couche

A déduire de ces devis, les forfaits d'installation de chantier se répétant pour chaque voie, et les travaux sur les ponts (reprises de maçonnerie) réalisés par les employés communaux.

Le maire rappelle que le conseil général a annoncé 40% de subvention sur ces programmes, plafonnés à 12 000€ sur la voirie rurale et 8 000€ sur la voirie communale.

Le problème de la récupération de la TVA n'est pas résolu avec la préfecture, le maire propose de rencontrer le secrétaire général avec le président de la CCTB et de lui rappeler l'incidence de ces travaux dans l'économie locale. Le libellé des factures a une incidence décisive sur l'éligibilité des travaux au FCTVA.

- **Mise à jour du tableau des effectifs :**

Création d'un poste à temps plein d'agent technique, qui sera dévolu à Jean François TOURRÈS et suppression de son poste à temps non complet. Matthieu Allain Launay

souhaite que les droits et obligations du fonctionnaire territorial (entre autre, l'interdiction du cumul des emplois) soient rappelés à tous les agents communaux.

- Le point sur les chantiers communaux :

Travaux électriques : Visite de chantier par SyME05 et ETEC, les travaux prévus dans le cadre de la MDE (maîtrise des dépenses d'énergie) sont réalisés, reste la séparation église et éclairage public qui sera réglée rapidement par simple interrupteur aux 3 points restants. La mise en conformité du projecteur de la chapelle ST Laurent sera réalisé par la commune (pilotage géré par contacteur en aval du compteur d'installation, il s'agit du réseau privé de la commune (norme C15-100)), enfin le SyME envisage d'engager les travaux de renforcement/enfouissement des lignes quartier Surville, dès septembre.

Forage de Foreysasse : suite à la réunion du 30 mai avec les communes de Lardier et Fouillouse, il a été décidé de mettre en place le périmètre de protection immédiat du forage. Son débit est de 5 à 6 m³/H ; malgré sa forte teneur en phosphates, il est possible d'en consommer l'eau en la diluant. Reste à étudier comment intégrer cette eau dans les réseaux communaux.

SIE (Syndicat d'Electrification de Tallard) et SIntEP (Syndicat intercommunal d'Eclairage Public) :

Le maire informe le conseil de la dissolution du SIE de Tallard (arrêté préfectoral du 14 juin 2012) et donne lecture du courrier du SIE demandant au conseil de se prononcer avant le 16 août sur la création d'un SIntEP, le projet de statuts annexé incluant la commune de SIGOYER.

Conformément aux décisions précédentes, le conseil municipal refuse son adhésion au SIntEP.

Délibération :

Le Maire donne lecture à l'assemblée du courrier du syndicat intercommunal d'électrification de Tallard en date du 11 mai 2012 demandant de se prononcer sur la création du syndicat intercommunal d'éclairage public de Tallard (SIntEP) et sur l'adoption du projet de statuts annexés au courrier.

*Il précise que cette nouvelle structure aura pour seule compétence **l'éclairage public** (optimisation, du matériel existant, extension des réseaux, mise aux normes des installations et pose de matériel à faible consommation).*

*Et entres autres ressources, **le versement d'une cotisation annuelle** constituée de la part reversée du SyME aux communes.*

Considérant que la commune a déjà engagé depuis 2010, individuellement, les travaux de mise en œuvre des recommandations du diagnostic de maîtrise d'énergie sur son réseau d'éclairage public et que son entretien a toujours fait l'objet d'interventions ponctuelles prises en charge par la commune.

Sachant qu'il en avait été débattu en séance du conseil municipal du 19 octobre 2011 et qu'il avait été clairement défini que la commune ne souhaitait pas adhérer à une nouvelle structure découlant du SIE.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité

Décide de ne pas adhérer au SIntEP de Tallard et d'émettre un avis défavorable aux statuts au motif qu'ils prévoient l'intégration de la commune de SIGOYER dans le syndicat.

Accepte ces propositions et autorise le Maire à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

- **Questions diverses :**

Plan communal de sauvegarde :

Le maire informe le conseil que l'association Cyprès a présenté en bureau de la CCTB, une proposition d'intervention sur le territoire afin d'aider les communes à élaborer leurs :

- Plan communal de sauvegarde (PCS) recommandé mais pas obligatoire
- Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) que chaque maire doit établir.

Le coût de cette aide (y compris l'adhésion à l'association) serait de l'ordre de 1000 euros.
Le conseil attend des informations complémentaires sur cette prestation, mais émet, à priori, un avis favorable.

Demande de rideaux occultant pour la salle des 2 Céüze : Corine Modanese propose de contacter le storiste Bonnardel pour un devis.

Transport scolaire départemental :

Monsieur le Maire présente la modification des règles de prise en charge financière du transport scolaire, désormais, le conseil général a instauré une participation de 15€ par an et par élève ; en effet il est constaté que, sur la commune, 52% des enfants inscrits n'utilisent pas ce service.

Par ailleurs, la commune est redevable d'une participation de 83,35 euros/an sur la ligne des Parots, déficitaire par manque d'usagers.

La séance est levée à 23h45

Délibérations du conseil municipal :

- PFAC (participation au financement de l'assainissement collectif)
- Refus d'adhérer au SIntEP (syndicat intercommunal d'éclairage public)
- Mise à jour du tableau des effectifs /Création d'un poste à temps plein d'agent technique

Lu et approuvé, les conseillers municipaux